**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE CERGY-PONTOISE**

PCJA : 04-02-04
Code de publication : C

N° 1412447

Vu la procédure suivante :

Mme [REDACTED]
M. [REDACTED]
M. [REDACTED]
M. [REDACTED]

**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Mme Boizot
Rapporteur

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Collet
Rapporteur public

Le Tribunal administratif de Cergy-
Pontoise

Audience du 28 septembre 2017
Lecture du 12 octobre 2017

(10ème chambre)

Par une requête, deux mémoires en réplique et des pièces complémentaires enregistrés respectivement les 23 décembre 2014, 21 décembre 2015, 15 juillet et 15 septembre 2017, Mme [REDACTED] représentée par Me Taron tant en son nom personnel qu'en qualité de représentant légal de ses trois fils [REDACTED] demande au tribunal dans le dernier état de ses écritures :

1°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 106 157 euros, assortie des intérêts légaux, en réparation des préjudices subis tant par elle-même que par son fils [REDACTED] en raison des carences de l'Etat dans la prise en charge des troubles autistiques de celui-ci et ses deux autres fils ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761 1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- [REDACTED] n'a pas bénéficié entre le mois de décembre 2013 et le mois de février 2015 d'une prise en charge conforme à l'orientation décidée par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) et qu'en conséquence, la responsabilité de l'Etat se trouve engagée pour la période concernée ; que cette situation lui a occasionné divers préjudices ainsi qu'à son entourage ;

- par ailleurs, il convient de constater l'existence d'une carence du centre d'action médicosociale précoce en raison du retard de diagnostic d'autisme ;

- son fils a subi de ce fait un préjudice moral et des troubles dans les conditions d'existence, évalué à la somme de 50 000 euros ; le sien peut être estimé à la somme de 40 000 euros et celui des deux frères de [REDACTED] à 8 000 euros chacun ;

- elle a également subi un préjudice financier tiré de la perte de revenus pour la période comprise entre le 17 octobre 2014 et le 2 février 2015, date de la prise en charge de [REDACTED] au sein du SESSAD du Val d'Or ;

Par deux mémoires en défense enregistrés respectivement les 25 juin et 9 décembre 2015 la maison départementale des personnes handicapées des Hauts-de-Seine conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir que la CDAPH a donné le 28 juin 2013 son accord pour le placement de [REDACTED] au sein du SESSAD Sud de Bagneux mais que faute de place celui-ci n'a pu assurer la prise en charge de [REDACTED] ; que suite au recours de ses parents, la commission a proposé, le 13 décembre 2013, 2 autres SESSAD sous réserve de place disponible ; que [REDACTED] a été admis le 2 février 2015 au SESSAD du Val d'Or à Saint-Cloud ; que la CDAPH ne dispose d'aucun pouvoir de contrainte à l'égard d'un établissement pour l'accueil d'une personne handicapée.

Par trois mémoires en défense enregistrés respectivement les 24 septembre et 22 décembre 2015 et 11 janvier 2016 l'agence régionale de santé (ARS) Ile-de-France conclut au rejet de la requête.

Elle soutient que :

- elle ne dispose d'aucune compétence en matière de placement d'une personne handicapée dans une structure médico-sociale ;
- seule la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est compétente pour assurer la mise en œuvre effective du placement de l'enfant en vertu de la loi du 28 juillet 2011 ;
- ne peut être engagée la responsabilité de l'ARS pour un retard de diagnostic posé par un médecin dans un centre d'action médico-sociale précoce au motif que de tels établissements ne relèvent pas du champ de compétence de l'ARS ;
- il n'appartient pas au juge administratif de connaître des conclusions indemnitaires présentées sur le fondement du caractère inadapté aux besoins de l'enfant des orientations prononcées ou du choix de l'établissement par la CDAPH ; qu'une telle demande relève du juge de l'incapacité ;
- les autres moyens présentés par les requérants ne sont pas fondés ;

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'action sociale et des familles ; - le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Boizot ;
- les conclusions de Mme Collet, rapporteur public ; - et les observations de [REDACTED]

1. Considérant que Mme [REDACTED] est mère d'un enfant prénommé [REDACTED], né le 15 novembre 2008, lequel souffre d'autisme ; que la commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) a décidé le 28 juin 2013 de sa prise en charge médico-sociale en service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), et a mentionné un établissement à contacter le SESSAD Sud de Bagneux qui n'a pu accueillir [REDACTED], faute de place disponible ;

que suite au recours gracieux de Mme [REDACTED], la commission précitée a, le 13 décembre 2013, désigné deux nouveaux établissements à contacter : le SESSAD Les 1ères Classes à Suresnes et le SESSAD du Val d'Or à Saint Cloud ; que Mme [REDACTED] a pris l'attache de ces différents établissements sans succès ; que, le 23 décembre 2014, Mme [REDACTED] a formé une demande indemnitaire préalable afin que l'Etat soit condamné à réparer les préjudices subis tant par elle que par son fils et ses deux autres enfants en raison du défaut de prise en charge dans un établissement spécialisé de son enfant atteint d'autisme ; que le silence gardé par l'administration a fait naître une décision implicite de rejet ; que, dans le cadre de la présente instance, la requérante demande que l'Etat soit condamné à réparer les préjudices subis tant par elle même que par son fils [REDACTED] et ses deux autres enfants en raison du défaut de prise en charge dans un établissement spécialisé de son fils atteint d'autisme pour la période comprise entre le 13 décembre 2013 et le mois de février 2015, date à laquelle son fils a finalement obtenu une intégration effective au sein du SESSAD du Val d'Or ;

Sur les conclusions indemnitaires :

En ce qui concerne la responsabilité de l'Etat :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L.114-1-1 du code de l'action sociale et des familles : « *La personne handicapée a droit à la compensation des conséquences de son handicap quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie. Cette compensation consiste à répondre à ses besoins, qu'il s'agisse de l'accueil de la petite enfance, de la scolarité, de l'enseignement, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, des aménagements du domicile ou du cadre de travail nécessaires au plein exercice de sa citoyenneté et de sa capacité d'autonomie, du développement ou de l'aménagement de l'offre de service, permettant notamment à l'entourage de la personne handicapée de bénéficier de temps de répit, du développement de groupes d'entraide mutuelle ou de places en établissements spécialisés, des aides de toute nature à la personne ou aux institutions pour vivre en milieu ordinaire ou adapté, ou encore en matière d'accès aux procédures et aux institutions spécifiques au handicap ou aux moyens et prestations accompagnant la mise en œuvre de la protection juridique régie par le titre XI du livre Ier du code civil. (...)* » ; qu'aux termes de l'article L. 2461 du code de l'action sociale et des familles : « *Toute personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique et des troubles qui lui sont apparentés bénéficie, quel que soit son âge, d'une prise en charge pluridisciplinaire qui tient compte de ses besoins et difficultés spécifiques. / Adaptée à l'état et à l'âge de la personne et eu égard aux moyens disponibles, cette prise en charge peut être d'ordre éducatif, pédagogique, thérapeutique et social.* » ;

3. Considérant qu'il résulte de ces dispositions que le droit à une prise en charge pluridisciplinaire est garanti à toute personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique, quelles que soient les différences de situation ; que, si, eu égard à la variété des formes du syndrome autistique, le législateur a voulu que la prise en charge, afin d'être adaptée aux besoins et difficultés spécifiques de la personne handicapée, puisse être mise en œuvre selon des modalités diversifiées, notamment par l'accueil dans un établissement spécialisé ou par l'intervention d'un service à domicile, c'est sous réserve que la prise en charge soit effective dans la durée, pluridisciplinaire, et adaptée à l'état et à l'âge de la personne atteinte de ce syndrome ;

4. Considérant qu'en vertu de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, il incombe à la CDAPH, à la demande des parents, de se prononcer sur l'orientation des enfants atteints du syndrome autistique et de désigner les établissements ou les services correspondant aux besoins de ceux-ci et étant en mesure de les accueillir, ces structures étant tenues de se conformer à la décision de la commission ; qu'ainsi, lorsqu'un enfant autiste ne peut être pris en charge par l'une des structures désignées par la CDAPH en raison d'un manque de place

disponible, l'absence de prise en charge pluridisciplinaire qui en résulte est, en principe, de nature à révéler une carence de l'État dans la mise en œuvre des moyens nécessaires pour que cet enfant bénéficie effectivement d'une telle prise en charge dans une structure adaptée ; qu'en revanche, lorsque les établissements désignés refusent d'admettre l'enfant pour un autre motif, ou lorsque les parents estiment que la prise en charge effectivement assurée par un établissement désigné par la commission n'est pas adaptée aux troubles de leur enfant, l'Etat ne saurait, en principe, être tenu pour responsable de l'absence ou du caractère insuffisant de la prise en charge, lesquelles ne révèlent pas nécessairement, alors, l'absence de mise en œuvre par l'Etat des moyens nécessaires ; qu'en effet, il appartient alors aux parents, soit, s'ils estiment que l'orientation préconisée par la commission n'est en effet pas adaptée aux troubles de leur enfant, de contester la décision de cette commission, qui rend ses décisions au nom de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), laquelle a le statut de groupement d'intérêt public, devant la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale en application de l'article L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles, soit, dans le cas contraire, de mettre en cause la responsabilité des établissements désignés n'ayant pas respecté cette décision en refusant l'admission ou n'assurant pas une prise en charge conforme aux dispositions de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles ; qu'enfin, en l'absence de toute démarche engagée par les parents auprès de la CDAPH, la responsabilité de l'État ne saurait être engagée du fait de l'absence ou du caractère insatisfaisant de la prise en charge de leur enfant ;

5. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la CDAPH a, par deux décisions en date des 28 juin 2013 et 13 décembre 2013 décidé de la prise en charge médico-sociale de [REDACTED] en service d'éducation spécialisée et soins à domicile ; que Mme [REDACTED] fait valoir que son fils n'a pu être admis dans un des différents établissements désignés dans les décisions de la CDAPH qu'à compter du mois de février 2015 ; que, dans ces conditions, l'absence de prise en charge médico-sociale de l'enfant du 13 décembre 2013 au mois de février 2015 doit être regardée comme étant imputable à l'insuffisance du nombre de places ; que les différentes pièces du dossier permettent de démontrer que la requérante a pris l'attache de l'ensemble des établissements désignés dans les différentes décisions de la CDAPH pour y solliciter l'inscription de son fils ; qu'il résulte également de l'instruction que si le jeune [REDACTED] dont l'autisme a été diagnostiqué en mai 2013 a été scolarisé entre le mois de décembre 2013 et le mois de février 2015, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas reçu au cours de la période précitée une prise en charge pluridisciplinaire, constituée d'une psychothérapie, d'une orthophonie avec l'enseignement des méthodes d'apprentissage, d'activités sportives et éducatives, dont la qualité et les méthodes employés sont similaires à celles disponibles dans les SESSAD offertes par les établissements éducatifs susceptibles de l'accueillir ; que la carence fautive de l'Etat est, dans ces conditions, établie pour cette même période ;

En ce qui concerne les préjudices :

6. Considérant, en premier lieu, que Mme [REDACTED] soutient qu'en raison de l'absence d'une prise en charge adaptée au cours de la période comprise entre le 13 décembre 2013 et le 1^{er} février 2015, son fils [REDACTED] n'a pu bénéficier de l'accompagnement orthophonique et psychomoteur nécessaire à son évolution, ce qui a généré un retard dans la prise en charge des troubles de la communication verbale et physique ; que la nécessité de ce suivi orthophonique et psychomoteur est corroborée par la prescription médicale du 6 juin 2013 établie par le médecin de l'hôpital Robert Debré ; que la carence fautive de l'Etat a fait perdre à [REDACTED] une chance de voir son état de santé s'améliorer au cours de la période comprise entre le 13 décembre 2013 et le 1^{er} février 2015 ; qu'en conséquence, le préjudice moral et les troubles dans les conditions d'existence de [REDACTED] sont en lien direct avec la faute de l'Etat ; qu'il sera fait une juste évaluation de ce préjudice en l'évaluant à 14 500 euros ;

7. Considérant, en deuxième lieu, que la requérante soutient avoir subi un préjudice moral au motif que cette situation l'a privée de la possibilité de voir son enfant évoluer dans des conditions optimales et l'a obligée à rester à son domicile la privant ainsi de toute vie sociale et affective ; qu'il est indéniable que l'absence de prise en charge de son fils [REDACTED] au cours de la période précitée lui a causé un préjudice moral et des troubles dans les conditions d'existence dont il sera fait une juste appréciation en l'évaluant à 8 000 euros au cours de la période susmentionnée ;

8. Considérant, par ailleurs, que Mme [REDACTED] fait également valoir qu'elle a subi un préjudice matériel, l'absence de placement de son fils [REDACTED] au cours de la période précitée l'ayant mise dans l'impossibilité d'exercer son activité professionnelle et elle demande de condamner l'Etat à l'indemniser à ce titre pour la période allant du 17 octobre 2014 (date d'ouverture des droits à l'Allocation de Solidarité Spécifique) au 2 février 2015, (date de la prise en charge de [REDACTED] au sein du SESSAD du Val d'Or) ; que, pour l'évaluation du préjudice matériel de Mme [REDACTED], il convient de prendre en compte son revenu mensuel moyen dans la cadre de son activité d'assistante maternelle, soit 1 069,44 euros ce qui correspond à la moyenne de l'ensemble des fiches de paye produites dans le cadre de la présente instance ; que, par ailleurs, il convient de déduire les revenus perçus au titre de l'allocation de solidarité spécifique au cours de la période d'indemnisation sollicitée ainsi que le complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, ce dernier étant accordé pour compenser notamment la réduction de l'activité professionnelle des parents d'enfant handicapé ; qu'en revanche, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé « socle » ne doit pas être déduite des revenus de Mme [REDACTED] dès lors qu'elle constitue une prestation familiale dédiée à compenser des surcoûts que génèrent l'éducation et les soins d'un enfant en situation de handicap ; qu'au vu des différents paramètres précités, le préjudice matériel de Mme [REDACTED] doit être évalué à 782,90 euros ;

9. Considérant, en troisième lieu, que Mme [REDACTED] soutient également que ses deux autres enfants [REDACTED] ont subi un préjudice moral du fait de cette situation ; qu'il est indéniable que cette situation a généré un préjudice moral aux frères de [REDACTED] qui sera évalué à 3 500 euros pour chacun d'eux ;

10. Considérant qu'il y a donc lieu de condamner l'Etat à verser à Mme [REDACTED] et son fils [REDACTED] la somme totale de 30 282,90 euros en réparation des préjudices subis du fait des carences de l'Etat dans la prise en charge du handicap de son fils [REDACTED] ; que ces indemnités seront assorties des intérêts légaux à compter du 18 février 2015 date de réception de la demande indemnitaire adressée au ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

11. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par Mme [REDACTED] et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1^{er}: L'Etat est condamné à verser à Mme [REDACTED] en sa qualité de représentante légale de son fils [REDACTED] la somme de 14 500 euros en réparation de son préjudice moral et de ses troubles dans les conditions d'existence subis au cours de la période allant du 17 octobre 2014 au 1er février 2015 inclus assorties des intérêts au taux légal à compter du 18 février 2015.

N° 14124476

Article 2 : L'Etat est condamné à verser à Mme [REDACTED] la somme de 8 000 euros en réparation de son préjudice moral subi au cours de la période allant du 13 décembre 2013 au 1er février 2015 et de 782, 90 euros en réparation de son préjudice matériel subi au cours de la période allant du 17 octobre 2014 au 1er février 2015 inclus assorties des intérêts au taux légal à compter du 18 février 2015.

Article 3 : L'Etat est condamné à verser à Mme [REDACTED] en sa qualité de représentante légale de son fils [REDACTED] la somme de 3 500 euros en réparation de son préjudice moral subi au cours de la période allant du 13 décembre 2013 au 1er février 2015 pendant laquelle son frère [REDACTED] n'a pas été pris en charge, assortie des intérêts au taux légal à compter du 18 février 2015.

Article 4 : L'Etat est condamné à verser à M. [REDACTED] la somme de 3 500 euros en réparation de son préjudice moral subi au cours de la période allant du 13 décembre 2013 au 1er février 2015 pendant laquelle son frère [REDACTED] n'a pas été pris en charge, assortie des intérêts au taux légal à compter du 18 février 2015.

Article 5 : Le surplus des conclusions de la requête de Mme [REDACTED] est rejeté.

Article 6 : L'Etat versera à Mme [REDACTED] une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 7 : Le présent jugement sera notifié à Mme [REDACTED] à M. [REDACTED], à l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, à la maison départementale des personnes handicapées des Hauts-de-Seine et au ministre des affaires sociales et de la santé.

Délibéré après l'audience du 28 septembre 2017, à laquelle siégeaient :
M. Ouardes, président, Mme
Boizot, premier conseiller, M.
Sizaire, premier conseiller.

Lu en audience publique le 12 octobre 2017.

Le rapporteur,

signé

S. Boizot

Le président,

signé

P. Ouardes

Le greffier,

signé

S. Lefebvre

La République mande et ordonne au ministre des affaires sociales et de la santé en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.